



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

**Trente-troisième session**

**Rabat (Maroc), 26-28 mars et 18-20 avril 2024**

**Déclaration de la Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale  
(CSA)**

*Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*

Monsieur Aziz Akhannouch, chef du Gouvernement du Royaume du Maroc,  
Monsieur Qu Dongyu, Directeur général de la FAO,  
Mesdames et Messieurs les ministres, chers collègues, Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU, je suis honorée de m'adresser à vous aujourd'hui, en cette importante occasion qu'est la 33<sup>e</sup> Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique.

J'aimerais exprimer mes sincères remerciements au Royaume du Maroc et à tous les organisateurs pour les méticuleux efforts qu'ils ont déployés afin d'accueillir cette importante réunion.

J'aimerais également et de nouveau exprimer ma gratitude au Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, pour cette invitation et le privilège qui m'est accordé d'échanger avec vous sur la nature multidimensionnelle de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Créé il y a 50 ans, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) constitue une plateforme de coordination intergouvernementale et un comité permanent du Conseil de la FAO. Il compte actuellement 141 pays membres; à la suite de réformes menées en 2009, sont également représentés en son sein la société civile, les peuples autochtones, le secteur privé et les institutions financières internationales, entre autres. Le CSA facilite la collaboration entre de multiples parties prenantes et la convergence des politiques à l'échelle mondiale à l'appui de la concrétisation progressive du droit à l'alimentation dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Face à des défis multiples, le CSA remplit trois rôles stratégiques. Tout d'abord, il fournit aux pays et aux régions des orientations sur les politiques à adopter: il synthétise les données scientifiques produites par son Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) afin de préparer et de faciliter un accord multilatéral concernant les recommandations et les orientations sur les politiques à mener.

Ensuite, en tant que plateforme de collaboration, le CSA facilite la coordination stratégique entre les trois organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (FAO, Programme alimentaire mondial [PAM] et Fonds international de développement agricole [FIDA]) et au-delà, en favorisant les synergies, l'optimisation des ressources et la participation multipartite aux domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Enfin, en sa qualité de plateforme d'échange dynamique de connaissances, il encourage le dialogue relatif à l'action menée à l'échelle régionale et nationale, permettant aux pays membres de bénéficier d'orientations en matière de politiques et de bonnes pratiques adaptées à leurs besoins.

## [EXEMPLES RÉGIONAUX]

Dans toute la région Afrique, des efforts importants ont été déployés pour appliquer les directives du CSA en privilégiant l'investissement agricole responsable. De 2017 à 2022, la FAO s'est portée à la tête d'initiatives en faveur des jeunes dans l'agriculture dans 13 pays africains: l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, le Sénégal, la Sierra Leone et la Tunisie. Ces initiatives couvraient le renforcement des capacités et la planification stratégique. C'est ainsi qu'en Mauritanie et en Tunisie, elles visent depuis 2023 à accroître l'efficacité de l'encadrement des entreprises et à mettre en conformité l'appui fourni avec les normes mondiales d'investissement responsable, en reconnaissant l'importance de doter efficacement les futurs dirigeants d'entreprises agricoles des moyens de leurs ambitions.

En décembre 2020, a été présenté le Guide pratique de l'investissement agricole responsable à l'intention des parlementaires africains, élaboré en collaboration avec le Parlement panafricain, l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est et le Parlement de la CEDEAO, qui met en relief l'engagement en faveur de l'investissement agricole durable et responsable, et les bienfaits qu'il assure à notre communauté, et la préservation de notre environnement pour l'avenir.

Des progrès ont aussi été accomplis dans l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers dans toute l'Afrique subsaharienne, laquelle a bénéficié de l'appui de la FAO à travers l'application des Directives volontaires du CSA pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT). Vingt-six (26) pays ont bénéficié d'une aide technique principalement axée sur les démarches et les méthodes propres à garantir les droits fonciers des femmes, des jeunes et des peuples autochtones; sur les activités de soutien aux réformes foncières inclusives ayant recours aux VGGT (au Burkina Faso, en Guinée Bissau, au Kenya, au Niger, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, au Tchad, au Togo et au Zimbabwe); sur le pilotage de la modernisation et de la numérisation de l'administration foncière, et sur l'intégration de la gouvernance des régimes fonciers et d'autres ressources naturelles dans le développement économique, la réduction de la pauvreté et la durabilité environnementale et des initiatives en faveur de la résilience.

En Sierra Leone, l'application des Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT), épaulée par l'expertise de la FAO depuis 2014, marque une évolution vers une approche plus inclusive et collaborative. Cette initiative met en relief la puissance d'un cadre participatif qui permet de se rapprocher d'une gouvernance équitable et efficace des régimes fonciers. L'expérience de la Sierra Leone illustre l'importance du soutien politique, des partenariats et de l'autonomisation des communautés locales, l'ensemble de ces facteurs ayant suscité un engagement national fort en faveur du processus.

Je voudrais également vous faire part de l'engagement en faveur de la région dont témoignent les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, qui tiennent un rôle central dans les efforts mondiaux de lutte contre la faim et d'amélioration de la sécurité alimentaire. L'initiative de ces organismes en faveur de la résilience, dont les opérations s'inscrivaient dans le Cadre d'action du CSA (CSA-CDA) durant la période 2017-2021, offre un excellent exemple de la manière dont ces organismes travaillent en collaboration pour conforter la résilience des moyens de subsistance agricoles dans les zones touchées par les conflits et les crises.

Cette initiative, par ses interventions conçues pour la République démocratique du Congo, le Niger et la Somalie, fait ressortir l'importance d'agir en concordance avec les Principes du Cadre d'action CSA-CDA, qui sont autant de préalables au renforcement de la sécurité et de la résilience alimentaires chez les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, dans certains environnements parmi les plus difficiles de la Planète. Cet axe stratégique jette une passerelle entre l'assistance humanitaire et le développement durable, en offrant un modèle d'action globale pour des contextes similaires.

Au-delà de ces exemples concrets, le CSA propose un large éventail d'orientations et de recommandations stratégiques, se voulant auprès des décideurs à la fois utiles et applicables, et répondant aux besoins des exécutants. Celles-ci couvrent une gamme étendue de questions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, qu'il s'agisse de la gouvernance foncière, de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, de la mobilisation et de l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, du rattachement des petits exploitants aux marchés, des moyens d'assurer la sécurité alimentaire dans des contextes de crise prolongée, du renforcement de l'exploitation et du recueil de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et bien d'autres.

À ce stade critique, l'examen et l'adoption des productions du CSA dans le contexte de la concrétisation du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) peuvent aider de manière sensible à améliorer les usages agricoles, la cohérence de l'action publique et les cadres d'investissement dans toute l'Afrique, facilitant ainsi l'accomplissement des objectifs de la Déclaration de Malabo.

Je suis reconnaissante à l'ambassadeur M<sup>me</sup> Josefa Sacko, qui, en sa qualité de Commissaire chargée de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable, m'a invitée, en tant que présidente du CSA, à faire partie du Comité directeur de l'élaboration de l'agenda post-Malabo, invitation que j'ai acceptée avec beaucoup de gratitude. Veuillez agréer mes assurances que le CSA apportera une contribution importante, fidèle à son mandat, consistant à articuler les modalités par lesquelles les instruments d'orientation volontaire du CSA pourront contribuer à la formulation de la direction stratégique du processus post-Malabo.

### **[CLÔTURE]**

Dans cet esprit de coopération, je prie instamment tous les membres de prendre une part active à la mise en œuvre des recommandations formulées par notre Comité, en les traduisant en stratégies nationales – ensemble, nous pouvons aller de l'avant vers l'accomplissement de nos objectifs communs.

J'enjoins chaleureusement tous les pays qui ne sont pas encore membres du CSA à rejoindre notre famille. Votre participation et vos contributions actives sont essentielles pour donner consistance au dialogue mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Pour conclure, je voudrais adresser une invitation chaleureuse à nos chers ministres, présents parmi nous aujourd'hui, à participer au segment de haut niveau de la 52<sup>e</sup> session plénière du CSA qui se tiendra au mois d'octobre.

La poursuite de notre collaboration est essentielle pour la réalisation de l'objectif régional et mondial que constitue l'élimination de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition.

Je vous remercie pour votre engagement et votre soutien,

**Ambassadeur M<sup>me</sup> Nosipho Nausca-Jean Jezile**

**Présidente**

**du Comité de la sécurité alimentaire mondiale**